

Pôle Ressources et Partenariats
Service Urbanisme et Habitat
Affaire suivie par : Blandine CANOVAS
Tel : 04.67.80.92.00

N° 25/AR/04/049

Arrêté du : 25/04/25
(non transmissible)

**Arrêté Municipal désignant le commissaire enquêteur dans le cadre de
l'enquête publique préalable au déclassement et à l'aliénation d'un chemin
rural de la Commune de Balaruc-les-Bains**

Le Maire de BALARUC-LES-BAINS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L. 161-10,
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L134-1,
- Vu la délibération n° 25/CM/03/027 du conseil municipal de la commune de Balaruc-les-Bains en date du 12 mars 2025, portant sur la constatation de la désaffectation d'un chemin rural et organisation d'une enquête publique préalable à la cession de ce chemin rural,
- Vu les pièces du dossier d'enquête publique,
- Considérant que, s'agissant d'un chemin rural appartenant au domaine privé communal et ayant cessé d'être affecté à l'usage du public, il est nécessaire d'organiser une enquête publique préalablement à son aliénation,
- Considérant qu'il appartient au Maire de désigner un commissaire-enquêteur,

ARRÊTE

Article 1 : Une enquête publique est nécessaire en vue du déclassement et de l'aliénation du chemin rural (ex-prolongement du chemin du Mas du Padre actuel), dans les formes prévues par les articles R. 161-25 à R. 161-27 du Code rural et de la pêche maritime.

Cette enquête, d'une durée de 15 jours, s'ouvrira à la Mairie de Balaruc-les-Bains.

Article 2 : Madame ARQUILLIERE-CHARRIERE Martine, ingénieur territorial principal retraitée, est désignée pour exercer les fonctions de commissaire-enquêteur (choix fait parmi les personnes figurant sur l'une des listes d'aptitude prévues au premier alinéa de l'article L. 123-4 du code de l'environnement).

Article 3 : Conformément à l'article R.161-25 du Code rural et de la pêche maritime, le Maire fixe les indemnités du commissaire-enquêteur.

Il est convenu les indemnités suivantes :

1. indemnité par permanence : Vacation horaire de 48€/vacation pour les prestations, et 24€/heure pour les déplacements.
2. prix par déplacement, Urssaf 2024 : 6CV : 0,665€ x distance
3. frais de reprographie : photocopies de travail et du rapport - conclusions remis : 0,20 centime/unité

Article 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Maire après avoir été transmis en Préfecture.

Article 5 : Monsieur le Maire de Balaruc-les-Bains et Madame la Directrice Générale des Services seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au commissaire-enquêteur.

Article 6 : Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Le Maire certifie
sous sa responsabilité
le caractère exécutoire

du présent acte,

Affiché le : 30/04/2025
Retiré le :

Le Maire
Gérard CANOVAS

Fait à Balaruc-les-Bains le 25 avril 2025,
Le Maire
Gérard CANOVAS

